

au rancart les plus belles forces terrestres, navales et aériennes du monde, si bien que la Grande-Bretagne désarmée s'est trouvée sans défense contre l'invasion. Tout bien considéré, les dominions ont constitué un fardeau pour la métropole au cours des vingt années qui se sont écoulées depuis la fin de la Grande Guerre.

Dans le discours inoubliable qu'il a prononcé à la radio avant la conférence de Munich, M. Chamberlain, premier ministre de Grande-Bretagne, a déclaré :

Il est horrible, inouï, incroyable que nous soyons en train de creuser des tranchées et de distribuer des masques à gaz à cause d'une querelle qui a éclaté dans un pays lointain.

Il semble plus impossible encore qu'un différend déjà réglé en principe puisse être la cause d'une guerre.

En dépit de toute la sympathie que peut nous inspirer une petite nation menacée par une grande puissance, il nous est impossible de nous engager en toutes circonstances à entraîner tout l'Empire britannique dans une guerre pour cette seule raison.

S'il nous faut combattre, que ce soit pour des motifs plus importants que celui-là

Pour ma part, je désire la paix de tout mon cœur. Les conflits armés entre nations sont pour moi un cauchemar.

Etant à la tête du gouvernement, Chamberlain avait le devoir de commencer à réparer les dégâts qu'avaient causés les pacifistes et qui ont amené Munich. Chamberlain se tient constamment au poste 24 heures par jour depuis des semaines, mais l'on reconnaît maintenant que sa politique d'apaisement a échoué. Le Canada se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Pour ce qui est du Canada, il s'est contenté de conclure une série de traités internationaux, et d'accorder à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée. Nous avions un accord commercial avec l'Allemagne. J'estime, monsieur l'Orateur, que nous devrions rappeler d'Allemagne nos commissaires de commerce. Pourquoi l'Allemagne bénéficierait-elle d'un traité de commerce après avoir agi comme elle l'a fait depuis la Grande Guerre? Pourquoi faut-il qu'entre divers pays nous ayons choisi l'Allemagne lorsqu'il s'est agi de conclure un accord commercial? Il y a longtemps que nous aurions dû lui donner une leçon. Les Etats-Unis ont haussé leur tarif contre l'Allemagne, à titre de pénalité. Ils recourent au tarif douanier pour manifester leur désapprobation envers la politique de l'Allemagne.

Il est déplorable que la Société des Nations ait engendré plus de guerre que de paix. Elle n'existe pour ainsi dire plu et elle a laissé la Grande-Bretagne et la France aux prises avec les dictateurs. C'est aux pacifistes que doit être attribué Munich et tout ce qu'il comporte.

Il est malheureux que, pour plaire aux Etats-Unis, nous ayons, en 1922, poussé le Japon à

[M. Church.]

faire cause commune avec l'Allemagne. Pendant 20 ans, le Japon avait été pour nous un allié loyal et sûr, et, sauf celle de la France, nulle alliance n'avait été plus précieuse pour la Grande-Bretagne.

En votant, comme nous l'avons fait, des sanctions contre l'Italie, pour les révoquer ensuite, nous avons poussé cette nation dans l'orbite de l'Allemagne. Si la Grande-Bretagne n'avait eu aucun différend avec l'Italie, l'Allemagne n'aurait pas violé le traité de Versailles pour en faire un chiffon de papier ni traversé le Rhin. Elle n'aurait pas annexé l'Autriche et la Tchécoslovaquie et elle ne s'apprêterait pas maintenant à atteindre la Mer Noire et la Baltique.

Le devoir du Canada est d'informer immédiatement la Grande-Bretagne qu'il est de son côté, qu'il coopérera avec elle, qu'il mettra toute sa puissance et toutes ses ressources naturelles à sa disposition et à celle de ses alliés jusqu'à la limite de sa capacité, qu'il se joindra à l'Empire pour résister à toute nouvelle agression de la part de l'Allemagne et des dictateurs.

Il faut attribuer au statut de Westminster une grande partie des difficultés que nous avons aujourd'hui. L'une de ses dispositions veut que chaque dominion soit responsable de sa propre défense. Le Canada est un dominion et il n'a pas de défense. Ni la Nouvelle-Zélande ni l'Australie ne veulent accepter cette disposition. Il y a quelques semaines, j'ai lu à la Chambre six ou sept clauses que l'Australie et la Nouvelle-Zélande refusent d'accepter. Ces deux dominions opèrent plus que le Canada avec la Grande-Bretagne dans la lutte contre les dictateurs.

Je crois que le Parlement de l'Ontario représente l'opinion publique de notre pays plus que ne le fait cette honorable Chambre. Il a adopté une résolution proclamant sa loyauté envers la Grande-Bretagne et demandant que les provinces qui composent le Canada prêtent immédiatement main-forte au gouvernement britannique dans la présente crise internationale pour mobiliser le capital et les soldats. Six mille hommes de la ville que j'habite reposent aujourd'hui dans les Flandres, surtout dans la glorieuse France vers laquelle se tournaient, pendant la Grande Guerre, les yeux du monde civilisé. Les souffrances et les tribulations que la France a endurées pour la civilisation et la liberté durant la Grande Guerre passeront dans l'histoire comme un exemple du plus sublime héroïsme.

Je crois qu'avec un meilleur système d'éducation la jeunesse de la province de Québec viendrait à comprendre le rôle de la Grande-Bretagne. Soixante mille de nos glorieux